

Méditerranée: la France déboussolée

Abis, Sébastien

Veröffentlichungsversion / Published Version

Arbeitspapier / working paper

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Abis, S. (2011). *Méditerranée: la France déboussolée*. (DGAP-Analyse Frankreich, 8). Berlin: Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V.. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-55053-3>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer Deposit-Lizenz (Keine Weiterverbreitung - keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Gewährt wird ein nicht exklusives, nicht übertragbares, persönliches und beschränktes Recht auf Nutzung dieses Dokuments. Dieses Dokument ist ausschließlich für den persönlichen, nicht-kommerziellen Gebrauch bestimmt. Auf sämtlichen Kopien dieses Dokuments müssen alle Urheberrechtshinweise und sonstigen Hinweise auf gesetzlichen Schutz beibehalten werden. Sie dürfen dieses Dokument nicht in irgendeiner Weise abändern, noch dürfen Sie dieses Dokument für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, aufführen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Mit der Verwendung dieses Dokuments erkennen Sie die Nutzungsbedingungen an.

Terms of use:

This document is made available under Deposit Licence (No Redistribution - no modifications). We grant a non-exclusive, non-transferable, individual and limited right to using this document. This document is solely intended for your personal, non-commercial use. All of the copies of this documents must retain all copyright information and other information regarding legal protection. You are not allowed to alter this document in any way, to copy it for public or commercial purposes, to exhibit the document in public, to perform, distribute or otherwise use the document in public.

By using this particular document, you accept the above-stated conditions of use.

DGAPanalyse

Frankreich

Forschungsinstitut der
Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik

Oktober 2011 N° 8

Méditerranée : la France déboussolée

par Sébastien Abis



Deutsche Gesellschaft
für Auswärtige Politik e.V.

Die DGAPanalysen Frankreich erscheinen im Rahmen des Deutsch-französischen Zukunftsdialogs, eines Gemeinschaftsprojekts der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik, des Institut français des relations internationales und der

Robert Bosch **Stiftung**

Herausgeber und Redaktion:
Claire Demesmay und Katrin Sold

Kontakt: Claire Demesmay <demesmay@dgap.org>

Herausgeber:

Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V. | Rauchstraße 17/18 | 10787 Berlin
Tel.: +49 (0)30 25 42 31-0 | Fax: +49 (0)30 25 42 31-16 | info@dgap.org | www.dgap.org | www.aussenpolitik.net
© 2011 DGAP

Die DGAP trägt mit wissenschaftlichen Untersuchungen und Veröffentlichungen zur Bewertung internationaler Entwicklungen und zur Diskussion hierüber bei. Die in den Veröffentlichungen geäußerten Meinungen sind die der Autoren.

Sommaire / Summary

Sébastien Abis

Méditerranée : la France déboussolée

- La France entretient jusqu'à aujourd'hui d'étroites relations politiques, économiques et culturelles avec les pays riverains de la Méditerranée. Paris a toujours fait part d'une ambition dans la région et, comme en témoigne la priorité accordée à l'Union pour la Méditerranée, se présente comme le garant d'une dimension méditerranéenne importante dans l'action extérieure de l'UE.
- Malgré les politiques volontaires et certains succès, l'action française en Méditerranée est aussi marquée par des revers et par une myopie stratégique, qu'a rappelée la sous-réaction de la France aux révoltes tunisienne et égyptienne. Ne parvenant à freiner la détérioration du dialogue régional, Paris s'oriente de plus en plus vers des stratégies bilatérales.
- D'ici l'élection présidentielle du printemps 2012, l'approche française évoluera peu. Durant la campagne, qui abordera la coopération de la France avec les pays de la Méditerranée, il est probable que les opposants à Nicolas Sarkozy critiquent l'UpM et les erreurs d'appréciation stratégique sur les révoltes arabes sans pourtant être en mesure d'apporter des alternatives concrètes.
- Paris doit réviser sa relation avec la Méditerranée et élaborer une stratégie claire et structurée permettant d'accompagner efficacement les transitions politiques, de préserver les intérêts français dans la zone et de gérer les situations de risque. Ce faisant, il ne peut plus agir seul dans une région où s'impose la démarche multilatérale.

The Mediterranean: France without Bearings

- Up until today, France enjoys close political, economic and cultural ties with the states bordering the Mediterranean Sea. Paris has always shown a particular ambition vis-à-vis the region and, as demonstrated by its priority given to the Union of the Mediterranean (UfM), France considers itself the guarantor of a strong Mediterranean dimension to EU Foreign Policy.
- Despite of a voluntaristic policy approach and certain successes, France's political activity in the Mediterranean is also characterized by strategic shortsightedness which has been demonstrated by the muted response to the protests in Tunisia and Egypt. Not being able to prevent further deterioration of political dialogue in the region, Paris now places more emphasis on bilateral strategies.
- France's attitude towards the region is unlikely to change until the presidential elections in spring 2012. During the election period, which will be dealing with questions of Mediterranean cooperation, Sarkozy's opponents will be likely to criticize the UfM as well as errors of strategic assessment with regard to the Arabic uprisings without being able to suggest concrete alternatives.
- Paris needs to rethink its relations with the Mediterranean and develop a clear strategy to effectively support political transitions in the region, preserve France's interests in the Mediterranean zone and manage risk. In doing so, France cannot decide to act alone in a region where states should take a more multilateral approach.

Table des matières

La réalité d'une présence.....	5
L'érosion d'une influence.....	6
L'avenir sans confiance.....	8
Notes.....	11

Méditerranée : la France déboussolée

par Sébastien Abis

Proximité géographique, intérêts stratégiques, enjeux commerciaux, interactions socioculturelles... Nourrie par l'intimité d'une histoire passionnée mais parfois douloureuse, la relation que connaît la France avec l'espace méditerranéen est assurément spécifique dans le paysage global de sa politique étrangère. À l'heure où la zone méditerranéenne est traversée par des vents violents porteurs de changements, au moment aussi où le monde se transforme sur le plan géoéconomique, il convient de s'interroger sur la teneur de ces héritages, les éléments de rupture et les évolutions futures. Il est fort à parier que la relation entre la France et les pays méditerranéens va devoir s'adapter à ce contexte émergent. Pour ce faire, cet article, qui précisément se fixe comme objectif de questionner l'avenir, s'articule autour de trois temps de réflexion : la réalité d'une présence, l'érosion d'une influence et l'avenir sans confiance.

La réalité d'une présence

Depuis longtemps, la France entretient des relations politiques, économiques et culturelles avec les pays riverains de la Méditerranée. Paris a toujours fait part d'une ambition dans cette région.¹ Malgré les séquelles des luttes pour les indépendances, dont le théâtre algérien fut l'épicentre, cette conviction d'avoir un rôle à jouer en Méditerranée ne s'est pas tarie après les décolonisations. Bien au contraire, dans le champ de vision gaullien, la France se devait de tisser avec le monde arabe des rapports uniques. Pas simplement pour cultiver les legs de l'ancien empire colonial, mais surtout pour que Paris puisse se différencier des autres puissances occidentales au sein d'une zone méditerranéenne agitée et convoitée durant la guerre froide. Ainsi donc de son action pour faire adopter en 1980 la Déclaration de Venise, position alors courageuse des Européens sur le conflit israélo-palestinien.²

Quand le mur de Berlin tombe et qu'une nouvelle géopolitique mondiale se dessine, la France accentue son discours sur la Méditerranée. Dans sa

volonté de mettre en place un dialogue privilégié avec le Maghreb, dans son soutien en faveur de la paix au Proche-Orient et dans la définition du processus de Barcelone, lancé en 1995, Paris montre une réelle détermination pour élaborer un authentique Partenariat euro-méditerranéen (PEM). Que ce soit sous le second mandat de la présidence de François Mitterrand ou sous celle de Jacques Chirac, cette volonté d'entretenir une relation spéciale avec l'espace méditerranéen doit aussi être interprétée comme un souci d'équilibrer le tropisme européen qui s'oriente sur l'Est d'un continent réunifié et comme un moyen de peser encore sur les affaires internationales.

Entre les attaques terroristes sur New-York en 2001 et l'invasion de l'Irak en 2003, le monde arabe écoute avec attention la voix de la France, parce qu'elle se démarque souvent des positions occidentales et notamment américaines. La dimension humaine est ici fondamentale : comme tous les autres décideurs de la planète, les responsables français rencontrent leurs homologues des rives de la Méditerranée, à ceci près que ces derniers en attendent un message différent. De là cette image (souvent erronée) de la France « alliée » des arabes. Sur le plan communautaire, Paris parvient non sans mal à préserver le volet méditerranéen des enveloppes financières destinées à la Politique de voisinage (PEV) qui, à partir de 2004 redéfinit le mode opératoire des relations extérieures d'une Union européenne (UE) alors élargie à 25 États membres. La France veut s'afficher comme le garant d'une dimension méditerranéenne importante dans l'action extérieure de l'UE.

En 2007, Nicolas Sarkozy entame sa présidence en fixant la Méditerranée comme cap prioritaire de sa politique étrangère. Il formule d'abord le vœu d'une « Union méditerranéenne », qui résonne alors comme une critique à peine voilée envers les institutions européennes et s'apparente d'abord à une enceinte réservée aux seuls pays riverains. Nicolas Sarkozy, qui ne cache ni son entente avec Israël ni sa position contre l'adhésion de la Turquie à l'UE,

se veut un président conquérant et prend donc en main la diplomatie du pays. Preuve en est, les affaires méditerranéennes seront directement gérées à l'Élysée,³ transfert que les diplomates du Quai d'Orsay n'apprécieront que peu. Il multiplie les déplacements dans la région au début de son mandat pour dynamiser une idée dont on cerne encore mal les contours géographiques et politiques.⁴

Peu à peu, le président de la République est cependant contraint de réviser son projet, non sans sourciller quand ses partenaires européens freinent son ardeur. C'est la naissance en fanfare le 13 juillet 2008 d'une « Union pour la Méditerranée » (UpM), dont on marque clairement la paternité française, en tenant le Sommet à Paris la veille de la fête nationale, durant laquelle d'ailleurs tous les chefs d'État et de gouvernement de l'Europe et de la Méditerranée sont présents, à l'exception du Roi Mohamed VI pour le Maroc et du Colonel Mouammar Kadhafi pour la Libye. Malgré l'enthousiasme parfois perceptible autour de l'initiative, avant tout en France il est vrai, l'UpM sème plus de troubles que de véritables propositions inédites, faute de clarification suffisante entre cette nouvelle structure et les autres politiques méditerranéennes de l'UE (PEM, PEV).⁵

La présence française en Méditerranée se manifeste également par des intérêts économiques évidents. Le commerce dans la région est essentiel dans l'approche globale que Paris met en œuvre depuis des années.⁶ Diplomatie et industrie militaire se sont souvent conjuguées, ce que Nicolas Sarkozy prolonge en glissant même l'éventualité d'un volet technologique avec le nucléaire civil au début de son quinquennat. Le Président a su nouer des relations étroites avec le Qatar,⁷ dont on note depuis de multiples investissements⁸ dans l'hexagone et des positions souvent conciliantes avec la France. Avec les pays nord-africains, les échanges demeurent intenses et de nombreuses entreprises françaises font le choix des rives méditerranéennes pour y développer des activités (exemple de Renault à Tanger au Maroc).

Inutile de revenir ici en détail sur les termes de cette relation économique, mais prenons le seul exemple de l'approvisionnement alimentaire. Plus

des deux-tiers en moyenne des exportations françaises de blé se dirigent chaque année vers l'Égypte, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, tous très dépendants en matière céréalière. Dans ce panorama des interdépendances, ajoutons aussi et bien sûr les coopérations fréquentes sur le plan de la sécurité et de la défense, les dynamiques touristiques entre l'Hexagone et les rivages de la Grande Bleue, les interactions socioculturelles que favorisent encore la francophonie et la densité des brassages de populations issues de la Méditerranée.

L'érosion d'une influence

Malgré les politiques volontaires et certains succès, l'action de la France en Méditerranée est également marquée par des revers et par une myopie stratégique suscitant quelques inquiétudes.

Commençons par la sémantique. Parler d'une « politique arabe » s'avère bien hasardeux. Force est d'admettre que devant la diversité croissante de situation dans chacun des pays, Paris doit se rendre à l'évidence et tisser des relations ajustées au cas par cas. Le seul exemple des relations au Maghreb le prouve, puisqu'il a fallu aborder chacune des anciennes colonies par une approche distincte. Donc là encore, même le concept de politique « maghrébine » serait maladroit. Sur l'expression d'une « politique méditerranéenne », il convient aussi d'en atténuer la portée, pour les mêmes raisons d'hétérogénéité entre ses riverains, qui contraignent Paris à des stratégies bilatérales de plus en plus marquées, en tentant, nolens volens, de préserver l'équidistance raisonnable entre l'État hébreu et les pays arabes. L'ancien ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, l'a redit récemment : « Méditerranée, au-delà de son sens océanographique, est un mot pour les discours. »⁹

Continuons avec la concrétisation des ambitions géopolitiques. Concernant les relations euro-méditerranéennes, l'impression générale concourt au pessimisme. Si la France s'est positionnée comme le principal animateur du PEM, Paris n'a pas su capitaliser sur le coup diplomatique de 2003 à propos de l'Irak pour prétendre au leadership régional. Par la suite, le Proche-Orient a pris ses distances

avec la paix et jamais Paris n'est parvenu à jouer un véritable rôle dans les négociations. En 2005, le processus de Barcelone célèbre en catimini son dixième anniversaire, alors volontairement ignoré par la majorité des dirigeants arabes, qui le jugent trop décevant, comme la plupart des Européens, soucieux surtout des menaces terroristes (Madrid en mars 2004 puis Londres en juillet 2005 viennent d'essuyer deux attaques meurtrières).

La France semble impuissante à freiner la détérioration du dialogue régional.¹⁰ Plus que jamais, celui-ci paraît prisonnier du conflit israélo-palestinien, dont la clef du règlement se situe surtout à Washington – dont Paris peine parfois à admettre la domination sur les grandes questions géostratégiques du Bassin méditerranéen. Nicolas Sarkozy, plus à l'aise que ses prédécesseurs avec l'Amérique, a contribué au rapprochement entre les deux pays, mais sans que cela ne se fasse dans le sens souhaité par les partenaires arabes et méditerranéens. Bien au contraire, cette progressive subordination française aux positions américaines dans la région a été perçue comme un soutien indirect aux intérêts israéliens. Vu du Sud, l'actuel pensionnaire de l'Elysée est perçu comme plus occidental que méditerranéen. Le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN en 2009 est venu étayer cette présomption.

Soulignons aussi à quel point l'évolution du cadre géoéconomique mondial s'est réfléchi tel un miroir grossissant sur le théâtre méditerranéen. Les pays de la région ont diversifié leurs relations commerciales, menant des politiques étrangères multidirectionnelles et traitant davantage avec les acteurs émergents. Celles-ci ont d'ailleurs compris les avantages à tirer des marchés méditerranéens. Chine, Inde, Brésil ou Russie y sont devenus des puissances montantes.¹¹ Ainsi, sur le plan économique, la France perd aussi du terrain dans la zone, où l'Allemagne s'est très bien positionnée avec ses produits industriels et sur le plan de la coopération technique,¹² tout comme l'Italie et l'Espagne qui restent opérants. Mais il serait illusoire de croire à l'exclusivité d'un face à face euro-méditerranéen. La crise financière internationale, le développement des coopérations entre pays du Sud et la très grande vulnérabilité économique de l'UE ont accéléré la fragmentation de l'espace méditerranéen.

Quand à Barcelone en 1995, Européens et Méditerranéens imaginaient un partenariat renforcé pour progressivement construire un pôle régional intégré, ils posaient des jalons prometteurs pour anticiper la multipolarité. Cette intuition ne s'est pas traduite dans les faits alors que le monde se transformait rapidement. La confiance euro-méditerranéenne s'est envolée avec la stigmatisation de l'Islam, la lutte contre le terrorisme, l'aventure irakienne et l'inexistence d'une politique étrangère commune de l'UE, concentrée sur son élargissement à l'Est alors que sa périphérie méridionale réclamait aussi ses dividendes de l'Histoire. Malgré les intentions, le PEM n'aura rien apporté en matière de démocratisation et la France n'a pas su être à la hauteur de ses ambitions. Pas même au niveau de la Méditerranée occidentale, où pourtant le dialogue 5+5¹³ offrait des perspectives séduisantes. Après sa création en 1990, il aura fallu attendre 2001 pour qu'il reprenne, Paris n'étant pas plus qu'une autre puissance en mesure d'apporter une solution au différend algéro-marocain sur le Sahara occidental. Jacques Chirac, dernière incarnation de ce mythe sur la politique arabe de la France, n'est pas parvenu à enrayer le climat de désenchantement qui prévalait à la fin de ses deux mandats.¹⁴

Avec l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, l'espérance créée par l'UpM aura été de courte durée.¹⁵ Installée dans une relation musclée avec Ankara (alors que l'influence de la Turquie dans la région méditerranéenne s'accroît), prise au piège du conflit israélo-palestinien (absence de condamnation sur la poursuite de la colonisation israélienne qui suscite la méfiance des opinions arabes, crise de Gaza à l'hiver 2008–2009), bousculée en Europe pour vouloir faire cavalier seul en Méditerranée sans pour autant avoir des moyens financiers alternatifs aux fonds communautaires (ce que Berlin rappelle fermement à Paris¹⁶), la France ne parvient pas à concrétiser le projet de l'UpM. À plus forte raison qu'elle fait fi des transformations sociétales alors à l'œuvre en Méditerranée. En arc-boutant l'UpM sur un dialogue exclusif avec les leaders au pouvoir, la France fait le choix d'une diplomatie au Sommet. Tactiquement, c'est un risque, car dans ces pays méditerranéens pour la plupart autoritaires, les bases sociales grondent de plus en plus fortement contre leurs élites qui dirigent depuis

trop longtemps. Un profond mouvement aspirant à l'émancipation et au changement se dessine, ce que les révoltes en Tunisie puis en Égypte, au début de l'année 2011, ont exprimé bruyamment. Le recul d'une politique culturelle dans les pays de la région n'a fait que renforcer l'érosion de l'influence française auprès de la société civile, et il n'est pas étonnant que l'hexagone ne soit plus inévitablement la destination choisie par les étudiants méditerranéens (qui se sont par exemple beaucoup tournés vers le Canada ces dernières années).

Depuis le début de l'année 2011, la majorité des pays arabes connaît de fortes turbulences socio-politiques, entraînant des renversements de régime, ainsi que des troubles civils ou de récurrentes contestations populaires. Si ces événements surprennent par leur capacité à fragiliser de l'intérieur des systèmes politiques forts et centralisés, ils ne font aussi que révéler le mal-développement généralisé dans ces pays. Malgré la croissance économique, les insécurités humaines ont augmenté (chômage des jeunes, malnutrition infantile, pertes de pouvoir d'achat...).¹⁷ Le fameux « consensus de Pékin » (fermeture politique mais amélioration des conditions de vie) ne tient plus dans ces pays, où prospèrent inégalités sociales, injustices économiques et déconnexions territoriales entre villes littorales et régions rurales de l'intérieur. Ce diagnostic était connu mais la France n'a pas su concilier son discours méditerranéen avec les valeurs humaines et démocratiques qu'elle défend par ailleurs. Et cet écart politique a naturellement pris une dimension embarrassante avec le cours des événements.

Après avoir cumulé les erreurs sur la Tunisie, la France a suivi à distance la révolution égyptienne, embarrassée sans doute de voir chuter le co-président de l'UpM. Alors qu'elle distribue les bons points à l'élève marocain, qui procède à des réformes cosmétiques, Paris s'est décidé à intervenir dans le cas de la Libye, au nom d'un « devoir de protéger » les populations. Par delà les controverses qu'a suscité l'élaboration de cette coalition et les objectifs réels de cette opération visant à soutenir les opposants libyens au Colonel Kadhafi (que Paris a définitivement sacrifié après l'avoir choyé soigneusement¹⁸), on note surtout une « sur-réac-

tion » sur la Libye, alors qu'il y a eu « sous-réaction » dans les cas égyptien et tunisien.

Nombreux sont les nuages sur ce « printemps arabe » dont on a trop vite qualifié la saisonnalité et surestimé l'effet domino sur l'ensemble de la région. S'il est incontestable que ces événements sont historiques, on ne saurait aisément pronostiquer la trajectoire qu'ils prendront à court comme à moyen-terme. Tout juste peut-on annoncer quelques conséquences et esquisser certaines hypothèses. C'est dans ce cadre prospectif que la France va devoir évoluer, en prenant conscience qu'elle ne doit plus surestimer son influence en Méditerranée.

L'avenir sans confiance

D'ici l'élection présidentielle qui se tiendra au printemps 2012, on peut penser que l'approche française évoluera peu et que des choix seront assumés. C'est la raison pour laquelle le président Nicolas Sarkozy a très tôt parlé de « refondation »¹⁹ pour l'UpM, « initiative prémonitoire avant le printemps arabe », comme l'a certifié Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, le 6 juillet 2011, lors de la prise de fonction du nouveau Secrétaire général de l'organisation (le Marocain Youssef Amrani succédant au Jordanien Ahmed Massa'deh démissionnaire depuis janvier 2011). À l'occasion de son discours annuel de politique étrangère, le 31 août 2011, Nicolas Sarkozy l'a martelé : « L'impasse du processus de paix ne doit pas empêcher l'UpM d'être le moteur d'une véritable renaissance de la Méditerranée. »²⁰

Après avoir mis la pression sur la Libye et obtenue la fuite du colonel Kadhafi, au prix d'un effort financier et militaire considérable et peu compatible avec les contraintes budgétaires hexagonales, la France ne saurait s'éloigner d'un front libyen qui risque de demeurer chaotique pour quelques temps. Paris, qui très tôt a voulu reconnaître le conseil national de transition (CNT), en mesure peu à peu l'hétérogénéité. Il conviendra de suivre l'évolution de cette relation franco-libyenne à l'aune du développement de la nouvelle constitution que Tripoli proposera.

L'accompagnement des transitions politiques en Égypte et en Tunisie se réalisera par le biais d'une aide économique qui scrutera les couleurs politiques dominantes, Paris regardant avec inquiétude la poussée des partis islamistes dans ces deux pays (et tout le monde se souvient au sein du monde arabe qu'en 2006, Européens et Français s'étaient opposés au résultat des urnes en Territoires palestiniens, quand le Hamas avait remporté des élections ouvertes et transparentes). La France salue les réformes du Maroc, sans suffisamment s'alarmer des disparités de richesse qui prévalent encore dans le Royaume. Avec l'Algérie, encore traumatisée par la guerre civile des années 1990, la relation présente un degré toujours aussi élevé d'imprévisibilité, bien que Paris cherche actuellement à soigner le dialogue avec les autorités d'un pays encore capable de faire face aux revendications internes.²¹

À l'est du Bassin méditerranéen, l'odeur de poudre ne se dissipe pas. Il sera vraisemblablement malaisé d'aller plus loin que les simples condamnations verbales à propos de la Syrie, vus les blocages russe et chinois quant à l'adoption d'une résolution contraignante pour le régime de Damas. La France en restera donc au stade du déclamatoire. Le Liban vit au rythme des secousses syriennes et des humeurs israéliennes, sachant que des revendications sociales surgissent également dans l'État hébreu depuis juillet 2011. Au milieu de ce bazar méditerranéen qui s'accroît, et dont il faudrait superposer une toile géostratégique non moins inquiétante concernant les risques au sein du Golfe et de la péninsule arabique (Iran, Irak, Arabie saoudite, Bahreïn), la France a hésité à prendre parti en faveur de la reconnaissance de l'État palestinien lors de la session annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2011. La « conférence de donateurs » pour appuyer à la construction d'un État palestinien, annoncée à Paris pour juin 2011, n'a pas pu se tenir, preuve d'une impuissance française répétée sur les affaires proche-orientales.²²

Les révoltes au sein du monde arabe ouvrent plusieurs champs possibles pour le futur à court terme : des réformes dans les systèmes institutionnels et des tentatives de transition politique pour s'adapter à la nouvelle ère et mettre en place des régimes hybrides, des autoritarismes qui survivent

avec des risques de chaos politique en cas d'amplification de la contestation ou alors des démocratisations lentes mais progressives pour certains pays capables de construire des coalitions internes intelligentes. Mais il importe ici de dire que les formes institutionnelles que prendront ces mouvements ne seront pas nécessairement similaires aux systèmes occidentaux ou à l'expérience turque souvent évoquée.²³ L'attitude des armées dans ces pays constitue l'une des variables clés pouvant faire ou non basculer des situations. Ces hypothèses contrastées se formulent dans un cadre économique en revanche beaucoup plus clair : l'impact de ces révoltes se fait déjà sentir et l'on constate une baisse de la fréquentation touristique, des remises de migrants et des investissements, trois composantes pourtant essentielles dans la construction des équilibres financiers de ces pays, notamment ceux dépourvues de la rente en hydrocarbures. Les perspectives²⁴ de croissance pour 2011 et 2012 ont été revues à la baisse pour la plupart des pays arabes méditerranéens, avec des prévisions de 1,2 % pour l'Égypte et de 0,8 % pour la Tunisie. Ces pays vont traverser une période économique particulièrement délicate, au cours de laquelle certains facteurs à l'origine des révoltes (vie chère, manque d'emplois, enclavement des régions intérieures) seront peut-être encore plus prégnants.

Sur les choix qui seront fait dans les grandes enveloppes économiques annoncées pour la région,²⁵ la France devrait procéder à une analyse rigoureuse de ces enjeux pour cibler efficacement l'aide communautaire ou celle hexagonale qui la complètera. On serait bien tenté aussi de conseiller au rééquilibrage thématique de l'UpM, où quelques questions pourtant stratégiques se situent encore dans l'arrière-cour des priorités (emploi, formation professionnelle, agriculture, santé, société civile, mobilité des personnes). Enfin, comment écarter l'hypothèse d'une attitude moins complaisante des nouvelles sociétés arabes envers une France qui a surtout produit de la déception et de la frustration ? L'illustration de ce malaise s'affiche nettement au sujet des politiques migratoires, placées sous le sceau du sécuritaire et qui ont même valu un différend avec l'Italie. La distance pourrait s'accroître entre Paris et les pays méditerranéens, que ce soit au niveau de leurs nouveaux dirigeants ou de leurs opinions

publiques. Cette dynamique serait préoccupante alors que les rapports avec la Turquie se sont déjà fortement altérés.

Les diplomates ne cachent plus leur inquiétude,²⁶ critiquant « une politique étrangère placée sous le signe de l'improvisation » et indiquant que « la Méditerranée nous boude ». Moins de désirs de France et peut-être aussi moins de désir de Méditerranée en France. Le rôle de Paris face aux événements arabes fera sans nul doute l'objet de nombreux débats lors de la campagne électorale pour l'élection présidentielle. Discussions hexagonales mais auditoire régional, tant il est vrai que l'actualité politique en France est suivie de près par des millions de personnes du Bassin méditerranéen. L'un des thèmes majeurs dans ce débat résidera dans la formulation de propositions pour la coopération avec les pays de la Méditerranée, de la part de candidats qui pourraient être soucieux de se démarquer de Nicolas Sarkozy.

Deux options s'offriront alors : la première consistant à critiquer l'UpM et les erreurs d'appréciation stratégique sur les révoltes arabes (l'embarras pourrait notamment s'amplifier si se met en place une République islamiste en Libye) sans pourtant être en mesure d'apporter des alternatives concrètes. La seconde formulant une nouvelle vision des relations avec la Méditerranée, en imaginant peut-être une coopération renforcée avec les pays du Maghreb ou en conditionnant désormais l'aide²⁷ et les investissements hexagonaux au respect des droits humains et les progrès démocratiques pour se situer en phase avec la stratégie rénovée de la PEV (consacrant alors la bilatéralisation pragmatique des relations). La première hypothèse semble plus probable que la seconde, mais gardons aussi à l'esprit que certains candidats (le pluriel est ici volontaire) à la présidentielle stigmatiseront les désordres du monde arabe pour alimenter leurs discours énergique, pour ne pas dire virulent, sur l'Islam et les flux migratoires vers l'Europe. Quant à Nicolas Sarkozy, difficile de penser que sa ligne diplomatique évoluera et qu'il renoncera à l'UpM en cas de réélection.

Comme sur la « FrançAfrique », la relation avec la Méditerranée doit être sérieusement révisée si Paris

veut en maintenir le caractère spécifique et surtout si la France souhaite être en phase avec un Monde et une région qui changent. Outre un propos moins moralisateur, il faudrait élaborer une stratégie claire et structurée qui puisse permettre d'accompagner efficacement les transitions politiques, de préserver les intérêts français dans la zone et de gérer les situations de risque (tensions militaires, flux migratoires illégaux, soulèvements populaires et insécurités socioéconomiques). De même, la politique étrangère ne saurait être guidée par des objectifs résolument tournés vers des considérations intérieures.

Les sorties de crises seront longues et laborieuses, tout comme la mise en place de nouveaux modèles de développement (ces pays peuvent-ils réussir une révolution socio-économique et à quelle vitesse ?).²⁸ La France se situe elle-même dans une situation peu favorable pour envisager une expression revigorée sur la Méditerranée, avec toujours moins d'argent disponible pour l'action extérieure²⁹ et de plus en plus de replis sur les soucis internes de l'Europe. Une Europe dont la stratégie vis-à-vis de la région méditerranéenne s'annonce également bien incertaine.³⁰ En outre, la nouvelle donne régionale pose la question de savoir si la France, plutôt que le développement d'une politique sur la Méditerranée, ne devrait pas privilégier un partenariat avec les Méditerranéens faisant le pari d'une ouverture sur les valeurs du progrès et des libertés individuelles. La géopolitique étant têtue, on enterrera très vite cette interrogation farfelue. L'autre réalité qu'il va bien falloir accepter, c'est que la France ne peut plus agir seule dans une région où s'impose la démarche multilatérale, avec l'ensemble des acteurs qui ne sont plus uniquement les Européens ou les Américains.

Sans perdre de vue son devoir de coopération en Méditerranée, Paris devrait donc promouvoir une stratégie rénovée et différenciée avec les différents pays méditerranéens. Celle-ci reposerait sur trois objectifs : soutenir les transitions dans les pays arabes sans s'ingérer dans leurs affaires domestiques (« changement de ton » pour éviter le paternalisme), prioriser son action sur les enjeux socio-économiques pour les populations (« changement de regard » pour identifier les besoins du quotidien)

et articuler davantage sa politique dans la région avec les autres initiatives existantes ou émergentes menées par les organisations internationales (à commencer par celles de l'UE) et les acteurs globaux (« changement de posture » pour rechercher

les complémentarités et s'adapter à la réalité du XXI^e siècle).

Sébastien Abis est analyste politique sur les questions euro-méditerranéennes.

Notes

- 1 Voir Paul Balta et Claudine Rulleau, *La politique arabe de la France*, Paris 1973 ; André Nouschi, *La France et le monde arabe depuis 1962. Mythes et réalités d'une ambition*, Paris 1994 ; Charles Saint-Prot, *La politique arabe de la France*, in : *Études Géopolitiques* 7/2008.
- 2 Les 12 et 13 juin 1980, les neuf États membres de la Communauté économique européenne réunis en Conseil européen adoptent la déclaration de Venise, qui constitue alors une véritable avancée politique. La CEE se prononçait en effet pour l'autodétermination du peuple palestinien, encourageant par ailleurs à l'implication de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) au sein des négociations au Proche-Orient. Lire Bichara Khader, *L'Europe et la Palestine : des croisades à nos jours*, Paris 2000.
- 3 Mireia Delgado, *France and the Union for the Mediterranean: individualism versus cooperation*, in : *Mediterranean Politics*, N° 1, mars 2011.
- 4 Dorothee Schmid, *Le retour des Français ?*, in : *Confluences Méditerranée*, 63/2007.
- 5 Le Partenariat euro-méditerranéen (PEM) a été lancé en 1995 par l'UE en direction de douze pays partenaires méditerranéens (PPM) : Algérie, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie et Autorité Palestinienne. À partir de 2004, Chypre et Malte ont adhéré à l'UE, qui s'élargit alors à 25 États membres. Pour adapter sa nouvelle composition à sa géographie, Bruxelles lance donc la Politique européenne de voisinage (PEV), qui propose une coopération renforcée aux pays situés aux différentes périphéries de l'Union, dont 10 pays méditerranéens (les mêmes que ceux du PEM, mais sans la Turquie et avec la Libye cette fois-ci). La PEV vient de faire une révision importante de son ambition stratégique, à travers la communication suivante: European Commission, High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy, *New Response to a changing Neighbourhood*, Joint communication to the Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the regions, Brussels, COM (2011)303, 25.5.2011.
- 6 À ce sujet, pour un regard sur le temps long, lire Philippe Guillaumet, *Le Bassin Méditerranéen : Un atout pour la croissance économique française? Analyse historique des échanges 1850–2000*, in : *Revue de l'OFCE* 82/2002.
- 7 Trois semaines après son élection en mai 2007, le premier chef d'État arabe reçu à l'Élysée par Nicolas Sarkozy était l'émir du Qatar Hamad bin Khalifa al-Thani.
- 8 Les investissements qataris portent sur l'immobilier et des prises de position en tant qu'actionnaire dans des grands groupes comme Vinci (infrastructures), Lagardère (défense et communication) Suez et Areva (énergies). Les activités sportives et notamment le domaine du football sont également très prisées, comme l'a révélé récemment la prise de contrôle comme actionnaire majoritaire du club de la capitale, le Paris Saint-Germain.
- 9 Intervention au colloque « Quelles perspectives pour la France en Méditerranée ? », organisé par la Fondation Res Publica, à Paris, le 17 janvier 2011.
- 10 « La Méditerranée est devenue le point focal des incompréhensions entre les peuples », déclara le Président de la République Jacques Chirac lors de son intervention à la séance inaugurale de l'atelier culturel Europe-Méditerranée-Golfe, organisé à Paris le 13 septembre 2006.
- 11 Sébastien Abis, *The Influence of the BRIC Countries in the Mediterranean*, in: *MedYearBook 2011 (IEMed)*, Barcelona, octobre 2011.
- 12 Malika Bouziane and Anja Hoffmann, *German cooperation and work of the GIZ in the Middle East and North Africa*, in : *Watch Letter (CIHEAM)*, N° 17, juin 2011.
- 13 Informel et non contraignant, le Dialogue 5+5 est une enceinte de dialogue politique dont la première réunion s'est tenue en 1990. Il regroupe dix pays de la Méditerranée occidentale, les cinq de l'Union du Maghreb arabe (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie) cinq États membres de l'UE (Espagne, France, Italie, Malte et Portugal). Ce sont essentiellement les ministres des affaires étrangères, de la Défense, de l'Intérieur, de l'environnement et du tourisme qui se réunissent, bien qu'il y ait eu en décembre 2003 à Tunis un sommet des chefs d'États et de gouvernement des pays du 5+5.
- 14 Lire « Maghreb/Moyen-Orient : contribution pour une politique volontariste de la France », Rapport du groupe de réflexion Avicenne, réunissant chercheurs et diplomates, avril 2007.
- 15 Deodato Cambarau, *Union pour la Méditerranée : Rubrique diplomatique ou grand bluff ?*, in : *Confluences Méditerranée*, N° 67, septembre 2008.
- 16 Almut Möller, *L'Allemagne face au printemps arabe (Ifri, Note du Cerfa, Nr. 88)*, Paris, juillet 2011.

- 17 Arab Human Development Report 2009, Challenges to Human Security in the Arab Countries, UNDP, Washington, 2009.
- 18 Dès 2007, la France participe activement à la réhabilitation internationale de la Libye, pays promu au rang des promesses économiques. Outre le rôle joué par le Président Nicolas Sarkozy dans la libération des infirmières bulgares à l'été 2007, La France reçoit le colonel Kadhafi en visite officielle en décembre 2007 à Paris.
- 19 Allocution télévisée de Nicolas Sarkozy, le 27.1.2011.
- 20 Nicolas Sarkozy, allocution lors de la XIXème Conférence annuelle des Ambassadeurs, le 31.8.2011 à Paris.
- 21 Selim Chena, L'Algérie dans le Printemps arabe : entre espoirs, initiatives et blocages, in : Confluences Méditerranée, N° 77, juin 2011.
- 22 Cette faiblesse de l'action diplomatique française n'est pas récente. Lire notamment El Moustauoui F., Mitterrand et le Moyen-Orient, Paris 2011.
- 23 Didier Billion, La Turquie et les révoltes arabes (Note de l'IRIS), avril 2011 ; Dorothée Schmid et Marc Semo, Un modèle turc pour les révoltes arabes?, in : Politique internationale, N° 131, printemps 2011.
- 24 The Economist Intelligence Unit, Country Data, juillet 2011.
- 25 Paris s'est notamment activé pour placer la question de l'aide à la Tunisie et à l'Égypte lors du sommet du G8 à Deauville, en mai 2011, dont elle assurait la présidence. Le communiqué officiel de l'Élysée précisant alors que « l'aide de la France passe par deux canaux : celui des institutions européennes qui mobiliseront plus d'un milliard d'euros d'ici 2013 et celui de l'Agence française de développement (AFD) qui apportera 1,1 milliards d'euros de prêts à condition avantageuse sur cette même période pour soutenir la transition démocratique dans ces deux pays ». On notera la nomination en juillet 2011 de l'ancien premier ministre français Edouard Balladur comme « envoyé spécial du G8 auprès des pays arabes » jusqu'à la fin de l'année.
- 26 Groupe Marly, « La voix de la France a disparu dans le Monde », in: Le Monde, 22.2.2011. Le groupe Marly est un collectif réunissant des diplomates français critiques de la politique extérieure menée depuis 2007.
- 27 Cela dit, on peut reprendre la remarque pertinente formulée par Alain Juppé, lors d'un débat sur la Méditerranée à l'Assemblée nationale à Paris le 30.3.2011, durant laquelle le ministre des affaires étrangères insiste : « Catherine Ashton et la Commission européenne souhaitent une approche de conditionnalité pour donner davantage aux pays qui se réforment et pénaliser ceux qui ne respectent pas leurs engagements de gouvernance (...) C'est une bonne idée mais j'ai plaidé pour ma part pour une conditionnalité intelligente, qui tienne compte des orientations et pas encore des résultats obtenus, qui ne viendront évidemment qu'avec le temps ». Lire aussi Sabine Fischer and Erwan Lannon, The ENP Strategic Review: the EU and its neighbourhood at a crossroads (ISS Analysis, EU Institute for Security Studies), Paris, mai 2011.
- 28 Ivan Martín, Norte de África: la revolución económica pendiente, in : Afkar-Ideas (Política Exterior/IEMed), N° 30, Madrid, juin 2011.
- 29 Le 7.7.2010, deux anciens ministres des affaires étrangères, Alain Juppé et Hubert Védrine cosignaient une tribune dans le quotidien Le Monde pour alerter sur les risques avec la réduction des budgets dédiés à l'action du Quai d'Orsay (coupes financières effectuées dans le cadre de la réforme générale des politiques publiques amorcées à partir de 2008), en déclarant que « l'instrument diplomatique français est sur le point d'être cassé ».
- 30 Sébastien Abis, Europe et Méditerranée: se souvenir du futur, in : La Revue internationale et stratégique (IRIS/ Armand Colin), N° 83, septembre 2011.